

**Conseil économique et social**

Distr.: Limitée
10 avril 2003

Français
Original: Anglais/Français

Commission des stupéfiants

Quarante-sixième session

Vienne, 8-17 avril 2003

Point 6 d) de l'ordre du jour

**Application des traités internationaux
relatifs au contrôle des drogues: autres
questions découlant des traités internationaux
relatifs au contrôle des drogues**

Canada, Espagne, France, Slovaquie et Suisse: projet de résolution

**Améliorer l'échange d'informations électroniques entre États
Membres et la communication avec les organisations
internationales**

La Commission des stupéfiants,

Considérant que, conformément aux traités internationaux relatifs au contrôle des drogues, les États parties auxdits traités sont tenus d'échanger régulièrement de nombreuses données et autres informations sur les stupéfiants, les substances psychotropes et les précurseurs avec d'autres États, ainsi qu'avec le Secrétaire général et l'Organe international de contrôle des stupéfiants,

Considérant également la Déclaration politique¹, la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues² et les mesures propres à renforcer la coopération internationale pour faire face au problème mondial de la drogue³, adoptées par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire consacrée à la lutte commune contre le problème mondial de la drogue, par lesquelles les États ont été priés d'utiliser des techniques modernes pour améliorer et accélérer les procédures de collecte et de diffusion des informations afin d'obtenir les résultats les plus précis possibles,

Prenant note des progrès accomplis par le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues grâce à la modification du Système harmonisé

¹ Résolution S-20/2 de l'Assemblée générale, annexe.

² Résolution S-20/3 de l'Assemblée générale, annexe.

³ Résolution S-20/4 A à E de l'Assemblée générale.



de désignation et de codification des marchandises du Conseil de coopération douanière, également appelé Organisation mondiale des douanes, en vue d'établir un système unique pour identifier les stupéfiants, les substances psychotropes et les précurseurs placés sous contrôle international,

Rappelant sa résolution 45/11 dans laquelle elle demandait au Secrétariat d'étudier la possibilité d'obtenir un financement garanti afin d'appuyer les fonctions normatives du système de base de données nationales se rapportant à la mise à jour et à la communication des normes d'échange d'informations et de données,

Constatant avec satisfaction l'augmentation du nombre d'États Membres utilisant le système national de contrôle des drogues,

Notant également avec satisfaction que les représentants des États Membres qui ont participé à la cinquième réunion du groupe d'utilisateurs du système national de contrôle des drogues, tenue à Ottawa en mars 2003, se sont prononcés en faveur de la poursuite de la mise en œuvre du système,

1. *Félicite* le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues d'avoir élargi le mandat et l'étendue du système national de contrôle des drogues de manière à couvrir la collecte, l'échange et le traitement de toutes les données utiles au contrôle national et international des drogues;

2. *Félicite également* le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues de s'être efforcé d'assister les États Membres utilisant le système national de contrôle des drogues, ce qui a facilité le traitement des données nationales et internationales sur le contrôle des drogues;

3. *Apprécie* les efforts que le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues a déployés pour assurer, dans le cadre des activités financées au titre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, un soutien technique aux États Membres utilisant le système national de contrôle des drogues;

4. *Demande* au Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues de fournir aux États Membres des données, en appliquant les normes définies par le système national de contrôle des drogues pour les estimations et évaluations ainsi que les adresses des autorités compétentes, par voie électronique;

5. *Demande également* au Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues d'explorer la possibilité d'obtenir un financement garanti au titre soit de contributions volontaires, soit du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, dans le but de déployer ce système dans un plus grand nombre de pays et d'y apporter des améliorations;

6. *Engage instamment* les États Membres, indépendamment ou collectivement à étendre l'utilisation du système national de contrôle des drogues là où la nécessité s'en fait sentir et où l'infrastructure et l'appui technique nécessaires le permettent.